

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Le président de la Transition sur les chantiers des voiries du Grand Libreville

SAMEDI dernier, à la faveur d'une visite de terrain, le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema a tenu à toucher du doigt leur évolution, alors que monte une forme d'impatience aussi bien du côté des autorités que des principaux bénéficiaires.

G.R.M

Libreville/Gabon

Le président de la Transition était sur le terrain samedi dernier, sur les chantiers des voiries du Grand Libreville, ainsi que ceux d'électrification et d'adduction d'eau potable dans ce même espace géographique. Conforme aux annonces qu'il a faites le 4 septembre dernier, jour de son investiture, le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema a voulu se faire une idée précise de l'évolution desdits chantiers, tout en maintenant la pression sur les entreprises adjudicataires.

Cette visite intervenait au lendemain de la séance de travail qu'il a eue au palais présidentiel avec les ministres Flavien Nzengui Nzoundou (Travaux publics) et Jeannot Kalima (Énergie et Ressources hydrauliques) élargies aux dirigeants ou représentants des sociétés bénéficiaires des marchés dans ces secteurs essentiels. Une rencontre au cours de laquelle il a réitéré son exigence de voir ces partenaires ayant déjà été payés livrer les chantiers assez rapidement.

Le cas des travaux relatifs au Programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Libreville (Piaepal) est à cet égard symptomatique des attermoissements qu'on peut observer chez les entreprises adjudicataires. La semaine dernière, le ministre des Ressources hydrauliques avait ouvertement manifesté son impatience, sommant littéralement celles-ci de livrer le chantier en question avant la fin du premier trimestre 2024 (L'Union du week-end).

Il faut rappeler que ce sont, au total, quatre marchés qui avaient été attribués à différentes entreprises. Le lancement des travaux avait eu lieu le 31 mars 2021. D'un montant global de 75 milliards de francs, ledit projet comprend des travaux dans les communes de Ntoum, Owendo, Akanda et Libreville. Le programme, finan-



Photo : Desirey Minkoh/Presse Présidentielle

Sa visite de terrain samedi a permis au président de la Transition, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, de se faire sa propre idée du niveau d'exécution des chantiers dans le Grand Libreville.

cé par un emprunt auprès de la BAD, doit accroître la disponibilité de l'eau potable pour 300 000 personnes supplémentaires dans le Grand Libreville.

Ainsi, le numéro un gabonais

s'est-il rendu à Mindoubé, au PK 5, au PK 13, à Nzeng-Ayong, Ondogho et à Angondjé. Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette visite d'inspection a été appréciée par les destinataires finaux de ces

investissements.

D'où les applaudissements des populations au passage de la délégation du général Oligui Nguema, qui a déjà exprimé sa préoccupation pour le bien-être

de ses concitoyens. Entendu que les infrastructures routières en cours de réalisation et les travaux d'adduction d'eau potable visent à améliorer leurs conditions d'existence.

Une épée de Damoclès au-dessus de la tête des sociétés adjudicataires

G.R.M

Libreville/Gabon

La visite du président de la Transition effectuée samedi dernier sur les chantiers de réhabilitation des routes et d'adduction d'eau potable sonne comme un avertissement à l'endroit des sociétés contractuelles de l'État. Autant dire une épée de Damoclès au-dessus de la tête des opérateurs qui, jusqu'ici, ne voyaient pas l'intérêt de respecter le cahier des charges.

Après les rencontres avec les différents responsables de l'administration et des entreprises, le général Brice Clotaire Oligui Nguema se devait d'aller regarder, lui-même, la situation physique des chantiers. Ceux-ci ont,

pour la plupart, été lancés il y a presque deux ans, dans le cadre du plan de relance économique, avec l'appui des partenaires techniques et financiers internationaux. C'est le cas du Programme intégré d'alimentation en eau potable d'assainissement (Piaepal).

Ou encore du Programme prioritaire de réhabilitation des voiries du Grand Libreville. Ainsi nombre d'entre eux devaient être aujourd'hui livrés. Mais bien qu'ayant perçu de considérables sommes d'argent, leur exécution ne s'est jamais

faite conformément aux accords passés avec le maître d'ouvrage. D'où la montée au créneau du président du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) qui s'oppose à ce que l'État soit l'otage d'opérateurs véreux. Une manière pour lui de sonner la fin de la récréation.

L'on a encore en mémoire la mise en garde du président de la Transition : "L'eau pour les Gabonais, les routes qui ont été financées et qui ne sont pas faites, les responsables iront en prison s'ils ne les terminent pas". Il s'agissait donc d'un coup de pression pour apporter le minimum vital aux Gabonais qui manquent d'eau potable dans les robinets, ou qui peinent à se mouvoir faute de routes carrossables.

Photo : Desirey Minkoh/Presse Présidentielle

